

L'April en campagne - Entretien avec Lionel Allorge et Frédéric Couchet

L'April repart en campagne « afin d'augmenter sa capacité d'action, de donner la priorité au logiciel libre et de contribuer à construire une société plus libre, plus égalitaire et plus fraternelle ».

Nous en avons profité pour faire le point en interrogeant ci-dessous son président, Lionel Allorge, et son délégué général, Frédéric Couchet.

Avec tout notre soutien...



Entretien avec Lionel Allorge et Frédéric Couchet

Bonjour Lionel et Frédéric, une rapide présentation personnelle et de l'April ?

Bonjour, je m'appelle Lionel Allorge et je suis membre de l'association April depuis 14 ans et président depuis 2 ans. Bonjour, je m'appelle Frédéric Couchet, l'un des fondateurs de l'April en 1996, et actuellement son délégué général.

L'April est l'association nationale de promotion et défense du logiciel libre. Depuis 1996, côté pile nous menons des activités visant à promouvoir le logiciel libre auprès du grand public, des professionnels, des associations et des pouvoirs publics. Côté face, nous luttons contre toute atteinte au logiciel libre et plus globalement aux libertés fondamentales à l'ère du numérique.

Certains disent que vous êtes un lobby pro-logiciel libre. Vous reconnaissez-vous dans cette qualification ?

Lobby, contre-lobby, on a souvent entendu ces termes. Mais nous rejetons le

terme de lobby. Pour nous un lobby est un organisme qui défend des intérêts particuliers (entreprises...). Mais au fond, peu importe les termes, l'important est ce que nous faisons, pourquoi nous le faisons et comment nous le faisons.

Bien sûr, nous agissons pour diffuser nos idées auprès de tous les publics, dont notamment les responsables politiques (mais pas uniquement). Nous défendons une vision particulière de l'intérêt général et non l'intérêt particulier de quelques-uns. Et nous travaillons dans la transparence, nos positions sont connues, nos documents publiés. Les personnes que nous côtoyons savent que nous militons pour *nos* idées et que nous ne sommes pas des « professionnels de la profession » comme disait l'autre, ce qui n'empêche pas que nous travaillons de façon professionnelle et rigoureuse. Nous essayons de protéger la liberté informatique de tous les citoyens.

Pour plus d'informations sur nos actions vous pouvez consulter notre rapport d'activités 2013.

Votre dernière grande campagne d'adhésion date de plus de 5 ans, que s'est-il passé depuis pour l'April et pour le logiciel libre : succès, résistances, fronts politiques et juridiques, etc. ?

Le logiciel libre est aujourd'hui très largement utilisé et se répand partout. Et rappelons que de très nombreux logiciels libres utilisés aujourd'hui (grands publics ou autre) sont relativement récents (moins de 10 ans pour certains).

Côté politique publique, on note une inflexion positive en faveur du logiciel libre. Ainsi en France, en 2012 il y a eu la circulaire Ayrault sur le bon usage du logiciel libre dans les administrations.

Et, en 2013, le parlement français a adopté pour la première fois une disposition législative donnant la priorité au logiciel libre.

De son côté, l'Italie vient de mettre en place la priorité pour le logiciel libre dans l'administration.

Bien sûr, des résistances persistent à ce changement et il reste du travail pour faire connaître et protéger le modèle du libre.

Des menaces et des blocages existent toujours : brevets logiciels (notamment en Europe), la vente forcée ordinateurs/logiciels; les DRM (voir notamment la

tentative d'introduire les DRM dans HTML5) ; l'informatique déloyale, les contrats comme l'Openbar Microsoft/Défense...

Au niveau international, le scandale Prism, qui a révélé l'ampleur des écoutes généralisées commises par les USA et de certains de ses alliés sur les communications de tous les citoyens, a rappelé l'importance de contrôler son système informatique. Les logiciels libres, parce qu'ils peuvent être vérifiés et améliorés par tous, sont une brique de base pour construire une informatique au service des utilisateurs et non pas un outil pour ceux qui souhaitent les asservir.

Mais il est possible d'agir aussi sur les décideurs politiques par la mobilisation citoyenne, qui donne des résultats, comme par exemple sur ACTA.

Il reste encore beaucoup de travail pour réellement libérer la voie ☐

Pourquoi avoir attendu si longtemps et quels sont les objectifs de cette campagne ?

Notre dernière campagne d'adhésion date de 2008, elle nous avait permis de gagner en crédibilité auprès de nos interlocuteurs et de financer nos actions (outils de sensibilisation, actions menées par l'équipe de permanents...).

Malheureusement, phénomène commun à toute structure associative, la base de nos adhérents s'est érodée au fil du temps. Les cotisations représentant l'essentiel de nos ressources financières on parlait en interne depuis longtemps du besoin de relancer une campagne d'adhésion. Mais pris par les dossiers et les actions on a repoussé, repoussé ☐ On a récemment trouvé un peu de temps pour formaliser une campagne.

Cette campagne a pour objectif notamment d'augmenter nos capacités d'action, car il y a beaucoup à faire pour donner la priorité au logiciel libre, et remettre le logiciel libre dans les préoccupations principales des gens.

Adhérer à une association, ça n'est pas seulement rester passif en ayant la carte. Un certain nombre de projet et d'actions bénévoles ont été mis en place. Pouvez-vous nous en dire plus et êtes vous satisfaits de l'implication des membres ?

De nombreuses personnes adhèrent seulement pour nous soutenir et ne participent pas directement aux actions de l'association. Ces personnes nous

permettent d'être plus représentatif (plus nous sommes nombreux, plus nous sommes écoutés) et de financer nos actions. De plus ces personnes sont souvent des militants qui font de la sensibilisation au logiciel libre dans leur entourage. Pour ceux qui souhaitent participer, nous leur proposons de rejoindre des listes de discussions et des groupes de travail qui produisent des documents et des analyses, des traductions, des transcriptions, tiennent des stands ou donnent des conférences. Les activités possibles sont nombreuses (pour en savoir plus voir notre rapport d'activités). Certains bénévoles indiquent le nombre d'heures qu'ils passent sur leurs actions, pour 2013 cela représente plus de 4 200 heures mais c'est très loin de refléter la réalité de la contribution bénévole à l'April.

Que répondez-vous à ceux qui disent que le logiciel libre a déjà gagné et que ça n'est plus la peine de se battre pour lui comme par le passé ?

Je pense au contraire que les développements récents de l'informatique nomade, tablettes, ordiphones, liseuses, avec leur cortège de pratiques néfastes : Brevets logiciels, DRM, informatique déloyale et vente forcée ont fait reculer nettement les logiciels libres. Pouvez-vous me montrer un ordiphone (smartphone) actuel sur lequel je puisse installer une distribution entièrement libre sans perdre des fonctionnalités importantes de mon appareil ? Personnellement je n'en connais pas. Il me semble donc plus que jamais nécessaire de défendre le logiciel libre contre le penchant naturel de l'industrie et de l'état de souhaiter contrôler l'informatique des citoyens, alors que pour nombre d'entre-nous, nous confions à ces machines une part de plus en plus grande de notre vie !

Il y a 10 ans, le côté obscur de la force était symbolisé par Microsoft. Diriez-vous qu'aujourd'hui c'est « GAFA » (Google-Apple-Amazon-Facebook) qui a pris le relais ?

Microsoft reste toujours une menace, mais n'est effectivement plus la seule. J'ai vu que la campagne 2013 Framasoft prônait « moins de Google et plus de Libre », d'autres entreprises comme Apple, Amazon ou Facebook, menacent le logiciel libre. Ces entreprises privent aujourd'hui leurs utilisateurs de leurs libertés sans qu'ils s'en rendent pleinement compte, abusent de leur confiance, récupèrent leurs données privées, accèdent à leur informatique sans les prévenir,

C'est ce genre de menace-là qui nous encourage à aller au contact des citoyens, non pas seulement pour promouvoir les logiciels libres mais surtout pour les

informer de ce qu'ils subissent et de ce qu'il existe pour en échapper et donc se libérer.

Les principes de liberté de l'utilisateur et de contrôle de son informatique sont donc plus pertinents que jamais. Le logiciel libre n'est certainement pas la solution ultime et unique à ces problématiques, mais il constitue une brique essentielle et nécessaire dans le combat pour les libertés.

Et que va-t-il se passer selon vous dans les 5 années à venir pour l'April et le logiciel libre ?

Madame Irma n'est pas encore membre de l'April ☐ De plus en plus de personnes, organisations sont convaincues que les modèles basés sur la coopération, le partage de l'information valent mieux socialement, politiquement et économiquement que ceux basés sur le contrôle d'usage et la rente. Il faut continuer à agir pour accélérer ce mouvement et faire apparaître un monde numérique où il fait bon vivre. Le temps que cela prendra dépend principalement de notre capacité de mobilisation et d'action.

Concrètement, on fait comment pour adhérer et/ou vous soutenir ?

Pour adhérer, il suffit de se rendre sur cette page de notre site et de remplir le formulaire en ligne. Pour le paiement de la cotisation, cela peut se faire en ligne par carte bancaire ou par virement, ou bien par l'envoi d'un chèque à notre adresse. Il est également possible de nous payer en espèces lors des principaux événements du libre où nous tenons un stand comme les JDLL en avril, Solutions Libres en mai, ou RMLL en juillet etc.

Il est possible également de relayer notre campagne d'adhésion auprès de ses amis, collègues... Faire connaître le logiciel libre est une autre façon de nous aider, sur le site EnVenteLibre certains de nos outils de sensibilisation sont disponibles.

Pour les personnes qui souhaiteraient être active la plupart de nos groupes de travail sont ouverts, il suffit de s'inscrire sur les listes de discussion de groupe.

Enfin, dans les semaines qui viennent il y a nos campagnes Candidats.fr pour les élections municipales de mars en France et du FreeSoftwarePact.eu pour les élections européennes de mai.